

POURQUOI CETTE GREVE EST ESSENTIELLE ?

6,4 % des enseignants - seulement - approuvent les réformes en cours.

Il ne s'agit pas d'un appel à la légèreté. Aucun d'entre nous n'est heureux de porter atteinte à ce pour quoi nous préparons nos élèves depuis plusieurs années.

Il ne s'agit pas non plus d'un appel irresponsable. Le responsable de cette situation est le Ministre et son mépris affiché.

Depuis un an, le Ministre Blanquer multiplie les attaques contre l'Éducation Nationale avec le refus de toute négociation : la seule réponse du gouvernement aura été une répression policière et administrative extrêmement violente : humiliations des lycéens, tirs de flashballs, gardes à vue, collègues blessés, remise en cause du droit de manifester...

Nous exigeons le retrait de la loi de l'école de la confiance, de la réforme du lycée et du baccalauréat qui prévoit

- une concurrence entre les disciplines et entre les établissements qui, très vite, aboutira à des mesures de cartes scolaires et à de nombreuses suppressions de postes : cette loi est un **plan social déguisé**

- une évaluation permanente des élèves

- des programmes lourds et élitistes, tous rejetés par le Conseil supérieur de l'Éducation en décembre 2018 mais appliqués à la rentrée 2019

- des nominations par l'administration en toute opacité **sans vérification par les élus du personnel du respect des droits de chacun et sans possibilité de contestation** autrement que par un recours individuel puis devant les tribunaux administratifs (disparition des CAPL)

- un **pouvoir accru des chefs d'établissement en particulier sur le plan disciplinaire sans intervention possible des élus du personnel**

Nous exigeons

- des postes et des moyens à la hauteur des besoins

- une formation continue de qualité et non imposée pendant les vacances

- une revalorisation salariale immédiate : le pouvoir d'achat des enseignants français ne cesse de baisser depuis plusieurs décennies.

Les enseignants grévistes du lycée Tani Malandi